

Séance publique du lundi 25 novembre 2013

Convoqué le mardi 19 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 novembre 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Marie MASSART, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Christian BOUILLE, Nancy CANAUD, Marc DUFOUR, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Robert SUBRA.

Absents :

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Gérard LANNELONGUE, Stéphane MELLA, Martine PETTITOUT.

Attribution de l'astreinte d'exploitation aux ingénieurs d'astreinte

Max LEVITA rapporte :

La délibération du 25 juin 2007 attribue aux ingénieurs d'astreinte, une astreinte dite de décision. En effet, l'ingénieur d'astreinte est la porte d'entrée, en dehors des heures d'ouverture des services, pour la réception d'une alerte en mairie. Il est ainsi susceptible d'être saisi à tout moment afin de mettre en place les actions de sauvegarde appropriées. Il a pour mission d'assurer la sécurité sur le domaine public, la protection du patrimoine communal, la continuité du service public indispensable et le cas échéant l'aide aux personnes sinistrées. En cas d'événement significatif majeur, il alerte l'élue d'astreinte et/ou la direction générale des services qui peuvent prendre la décision de renforcer le dispositif communal et déclencher le plan communal de sauvegarde (PCS).

Afin de remplir ses missions, il a le pouvoir de mobiliser du personnel et des entreprises adjudicataires d'astreinte prévues à cet effet, ainsi que de réaliser le lien entre les différents services de secours, de l'ordre et les principaux partenaires d'urgence.

Depuis la délibération du 25 juin 2007, les missions dévolues à l'ingénieur d'astreinte ont donc évolué puisqu'il est en mesure non seulement de décider mais également d'intervenir sur le terrain pour constater les enjeux, mesurer les conséquences de l'événement et prendre les décisions adéquates

Au regard de cette évolution, et suite à l'avis du Comité technique Paritaire du 11 octobre 2013, il est proposé d'attribuer, en lieu et place de l'astreinte de décision, une astreinte d'exploitation aux ingénieurs d'astreinte, conformément aux taux en vigueur dans l'arrêté du 24 août 2006 fixant les taux de l'indemnité d'astreinte attribuée à certains agents du ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions d'actualisation ci-dessus présentées,

- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 novembre 2013 |